



## **Déclaration Liminaire du Comité Social d'Administration Local du 26 janvier 2023**

### **Comité Social d'Administration local**

#### **Ordre du jour :**

**1 – Point sur les caisses (pour avis)**

**2 – Evolution des emplois au regard (pour avis) :**

**2.1. de la Loi de Finances pour 2023 ;**

**2.2. de l'évolution du périmètre des missions (transfert d'emplois) ;**

Il y a quelques jours, l'horloge de la fin du monde a été consultée et le verdict est sans appel, il reste 90 secondes.

Inutile de commencer à quitter la séance et à chercher à échapper à l'échéance, il s'agit d'un concept destiné à alerter l'opinion sur les dangers qui menacent notre planète et l'espèce humaine, quoi que ?...

La guerre est à nos portes, l'inflation est galopante, les problèmes écologiques passent au second plan derrière les préoccupations économiques, rien de réjouissant.

Cette nouvelle est passée un peu inaperçue en France, éclipsée par la préoccupation des Français·es qui assistent au recul des acquis sociaux depuis quelques années et voient se dresser devant eux le spectre de la réforme des retraites.

Le 19 janvier, les Français·es se sont mobilisés massivement pour montrer leur opposition à cette réforme. À la DGFIP, les 35 % de grévistes et le tiers des structures fermées montrent que nos collègues ne sont pas plus convaincu·es par les discours gouvernementaux, qui cherchent à nous culpabiliser, en citant les régimes de retraite européens moins favorables. Argument un peu facile et hautement trompeur puisque, pour avoir un réel poids argumentaire, il devrait s'accompagner d'autres statistiques montrant la paupérisation des populations, qui touche plus particulièrement les retraité·es qui, à défaut d'avoir la capacité à travailler plus longtemps, ne bénéficient pas d'une pension à taux plein.

Le seul élément du discours gouvernemental un peu crédible est la petite phrase lâchée par le Ministre des relations avec le parlement, Franck Riester lundi sur Public Sénat en parlant des femmes « elles sont un peu pénalisées par le report de l'âge légal, on n'en disconvient absolument pas » car, a-t-il rappelé « les trimestres par enfant ne jouent pas sur le report de l'âge, ils jouent sur la durée de cotisation ». Ce n'est évidemment qu'une toute petite partie des inégalités que viendraient aggraver cette réforme, si elle est adoptée en l'état, mais ça ferait presque du bien d'entendre enfin un discours franc, au lieu de tous ces éléments de langage appris par cœur : on court à la catastrophe, il faut faire preuve de pédagogie, les Français·es doivent comprendre que cette réforme « est juste et responsable »... Autre argument cherchant à culpabiliser, tout était écrit



dans le programme présidentiel. C'est oublier un peu rapidement que voter n'est pas forcément donner un accord franc et massif pour tous les points d'un programme et que la démocratie permet aussi de s'exprimer et notamment par la grève et la manifestation. **Solidaires Finances Publiques encourage d'ailleurs fortement toutes et tous à continuer à se mobiliser pour ne pas se voir imposer cette réforme injuste et irresponsable qui impacterait plus durement les plus fragiles.**

**Que les femmes soient majoritairement impactées résulte des inégalités professionnelles que nous connaissons et dénonçons, et travailler sur ce point était également inscrit dans le programme présidentiel. Visiblement, ce point semble beaucoup moins prioritaire.**

Si on regarde d'un peu plus près les éléments de langage du gouvernement, on constate qu'ils sont également ceux utilisés par notre hiérarchie pour évoquer les réorganisations et les suppressions d'emplois qui nous frappent durement chaque année depuis plus de 20 ans.

Lors du dernier CSAL, nous vous avons entendu mettre en avant la nécessité de redéployer, transférer, et supprimer des emplois pour tenir compte de l'évolution de nos métiers. Des formules magiques tendent à démontrer que l'ajustement des effectifs résulte d'une logique mathématique.

Pour appuyer cette logique, cette année, des groupes de travail ont tenté d'affiner la formule montrant ainsi que l'humain veillait à ne pas déstabiliser une structure.

Les SIP seront plus fortement impactés, bien que, selon votre propre affirmation Monsieur le Président, personne ne se tourne actuellement les pouces.

**Une fois encore nous dénonçons des suppressions qui anticipent la mise en place d'applications sensées permettre de gagner du temps.** Les SIP ont déjà vu leurs effectifs réduits sous divers prétextes depuis leur mise en place et doivent faire face aux difficultés liées à la mise en place de ces applications. Les diverses mesures mises en place pour lutter contre l'inflation pèsent sur les agent·es des finances publiques et notamment sur les SIP. Le SIP de demain est présenté comme la vitrine de l'administration, il est déconcertant de vous voir vider la vitrine.

Les SIE verront également leurs effectifs fortement réduits alors qu'ils restent fortement sollicités malgré le tout démat et les applications qui ne fonctionnent pas seules. Si le nombre d'emplois supprimés est plus modéré qu'en SIP, il représente cependant un peu plus de 4 % de l'effectif total.

**A-t-on encore les moyens de sacrifier 4 % de l'effectif dans des services dont le rôle essentiel a été souligné depuis la période COVID ?**

Lors de cette instance nous n'aurons de cesse de vous répéter nos arguments qui démontrent combien il est impossible de continuer à jouer la variable d'ajustement d'une logique budgétaire et de fournir des emplois pour alimenter le brasier d'économies gouvernementales.

**Une fois encore, Solidaires Finances Publiques ne dérogera pas à ses grands principes.**



**Tous les postes méritent d'être conservés car, comme vous l'avez dit lors du dernier CSAL, M le Président, aucun agent et aucune agente ne se tourne les pouces dans notre Administration.**

**Solidaires Finances Publiques souhaite sauver chaque emploi et ne proposera jamais de déshabiller Paul pour habiller Jacques.**

Lors de l'instance de mardi 17 janvier, une modification dans votre projet de suppressions d'emplois, sans aucun mandat ni des agent.es du SIE de Boulogne ni de l'encadrante, a été annoncée.

Les services sont exsangues et les personnels sont fatigués et dégoûtés par ces évolutions incessantes et mortifères.

Aujourd'hui, le mal-être est de plus en plus perceptible à la DDFIP62.

Chaque année, le CSAL ou son prédécesseur le CTL suppressions d'emplois est attendu avec une inquiétude croissante par les agent.es.

Qui sera, qui seront les prochain.es sacrifié.es ? Et quel horizon pour les agent.es qui verront leurs postes supprimés ?

Le climat social devient délétère. Pourquoi nous ? Pourquoi moi ? Pourquoi notre service ?

Les agent.es naviguent entre résignation et colère.

Colère dont nous avons pu avoir une idée avec le taux de grévistes la semaine dernière.

Au fait, quel est le taux de grévistes à la DDFIP 62 ? Pourquoi lorsque ce taux dépasse les 41 % il n'est pas publié sur Ulysse 62 ? Étonnant, non ?

Après certain.es s'étonnent que les agent.es considèrent Ulysse comme un outil de propagande !

Pourtant la période est peu propice à la grève, notre pouvoir d'achat reste en berne.

Rappelons qu'après des années de disette, nous n'avons eu qu'une hausse misérable du point d'indice en 2022, une obole, alors que l'inflation annuelle est supérieure à 5 % et bien plus pour les produits dits de 1ère nécessité.

**Alors Monsieur le Président, il est de votre devoir de faire remonter l'information que les agent.es sont au bord de l'implosion.**

Il est de votre devoir de faire remonter l'information que l'arrogance et le mépris dont font preuve nos dirigeant.es ne peuvent qu'attiser la colère qui monte dans les Services.

Il est de votre devoir, Monsieur le Président, d'alerter sur la nécessité impérieuse de sauvegarder nos structures et nos effectifs pour le service public.

Concernant cette reconvoction, nous attendons également que vous nous indiquiez l'accompagnement qui sera mis en place pour l'ensemble des collègues subissant une suppression ou un transfert. C'est-à-dire, qui sera concerné.e par la PRS, par l'IAMF, le CiA ? Qui aura une



priorité lors des prochains mouvements ? Quels postes seront à profil et comment seront étudiées les candidatures ?

Le futur COM est clair sur ce sujet, vous devez accompagner les agent.es, vous leur devez aujourd'hui une réponse

Enfin Monsieur le Président, afin d'être Solidaires avec nos collègues d'Avesnes-le-Comte qui travaillent actuellement depuis une semaine dans des bureaux à moins de 12 degrés, je vous propose que nous effectuions cette instance dehors. Peut-être chacun·es comprendront la difficulté de travailler de façon statique dans le froid.

Vos élu-es **SOLIDAIRES Finances Publiques 62**

**Catherine VERDAUX, Nadège BOTTE, Pascal PEIREIRA titulaires**  
**Sarah TINCQ, Arnaud VANHOUCKE, Céline VANDEN-BROECK, suppléant·e·s**

